



ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Cahier des Clauses Administratives Particulières n° 25-007

Acheteur

Agence de l'eau Seine-Normandie
Adresse : 12 rue de l'Industrie 92400 COURBEVOIE
Téléphone : +330141201600

Représentant de l'acheteur

Madame la Directrice générale

Groupement de commandes

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Agence de l'eau Seine-Normandie

Les membres du groupement de commandes sont les suivants :

Agence de l'eau Adour-Garonne, Agence de l'eau Artois-Picardie, Agence de l'eau Loire-Bretagne, Agence de l'eau Rhin-Meuse, Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Agence de l'eau Seine-Normandie

Référence à la convention constitutive du groupement de commandes :

Achat dans le cadre de la convention constitutive de groupement de commandes relative à la fourniture de services informatiques dans le cadre du projet MUSE et de la mise en œuvre de la DSIUN mutualisée, en date du 22 janvier 2020, complétée par avenant.

Rôle du coordonnateur du groupement de commandes :

Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de signer l'accord-cadre, de le notifier et de l'exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Objet de l'accord-cadre

Prestations d'hébergement du portail téléservices des redevances et d'autres sites internet, des agences de l'eau

Nomenclature CPV

72415000 Services d'hébergement pour l'exploitation de sites WWW

Sommaire

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.2 NORMES.....	5
1.3 ALLOTISSEMENT	5
1.4 FORME DU MARCHE	5
1.5 MODE DE PASSATION	5
1.6 CCAG APPLICABLE.....	5
2. POUVOIR ADJUDICATEUR-ACHETEUR.....	5
3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	6
3.1 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....	6
3.2 MODALITES DE COMPUTATION DES DELAIS	6
3.3 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	6
3.4 REPRESENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE	6
3.5 CONDITIONS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	7
3.6 DEVOIR DE CONSEIL	7
3.7 APPLICATION DU CAHIER DES CLAUSES SIMPLIFIEES DE CYBERSECURITE	7
4. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	8
5. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES.....	8
5.1 GENERALITES.....	8
5.2 CONFIDENTIALITE	8
5.3 TRAITEMENT DES DONNEES	9
6. ASSURANCES	10
7. MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM	10
8. PRIX - VARIATION DU PRIX	10
8.1 CONTENU DES PRIX	10
8.2 VARIATION DU PRIX.....	11
9. RETENUE DE GARANTIE	11
10. AVANCE	11
10.1 TAUX D'AVANCE	11
10.2 MODALITES DE REGLEMENT DE L'AVANCE.....	12
10.3 MODALITES DE RESORPTION DE L'AVANCE	12
11. REGLEMENT DES COMPTES	12
11.1 MODALITES DE REGLEMENT DU PRIX.....	12
11.1.1 Contenu des demandes de paiement	13
11.1.2 Transmission des demandes de paiement.....	13
11.2 DELAIS DE PAIEMENT.....	14
11.3 INTERETS MORATOIRES	14
11.4 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES	14
12. DUREES ET DELAIS D'EXECUTION	15
12.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DUREE DE VALIDITE	15

12.2 MODALITES DE NON-RECONDUCTION	15
12.3 DELAIS D'EXECUTION DES COMMANDES	15
12.4 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	15
13. PENALITES	15
13.1 DISPOSITIONS GENERALES	15
13.2 PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON	16
13.3 PENALITES POUR RETARD DE CORRECTION D'UNE CAUSE DE NON-RESPECT DU PLAN D'ASSURANCE SECURITE	16
13.4 PENALITES POUR INDISPONIBILITE	16
13.4.1 Début de l'indisponibilité.....	17
13.4.2 Achèvement de l'indisponibilité	17
Information sur la durée prévisible d'indisponibilité	17
13.5 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE	17
13.6 PENALITES POUR MANQUEMENT AUX PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	17
13.7 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	17
13.8 PLAFONNEMENT DES PENALITES	17
14. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
14.1 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
14.2 CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.....	18
14.3 ESPACE COLLABORATIF	18
15. DOCUMENTATION TECHNIQUE	18
16. AUDIT DE SECURITE	18
17. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	18
18. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	18
19. CLAUSE DE REEXAMEN	19
20. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	19
20.1 VERIFICATIONS QUANTITATIVES	19
20.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES	19
20.2.1 Dispositions concernant les anomalies.....	19
20.2.2 Vérification d'aptitude (VA).....	19
20.2.3 Vérification de service régulier (VSR)	20
21. DECISIONS APRES VERIFICATIONS	21
21.1 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACON ET REJET	21
21.1.1 Admission	21
21.1.2 Ajournement.....	22
21.1.3 Admission avec refaction	22
21.1.4 Rejet	22
22. GARANTIES.....	22
22.1 GARANTIE CONTRE LES TIERS.....	22
22.2 GARANTIE	23
22.3 PROLONGATION DU DELAI DE GARANTIE	23
23. DESTRUCTION DES DONNEES	23
24. RESILIATION	24
24.1 RESILIATION POUR FAUTE	24
24.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	24
25. DECOMPTE DE RESILIATION.....	24

26. PROPRIETE INTELLECTUELLES, UTILISATION DES RESULTATS	24
26.1 LICENCES	24
26.2 AUTRES RESULTATS	24
27. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE.....	25
28. MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	25
29. DIFFERENDS.....	25
30. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent cahier des clauses administratives particulières a pour les prestations d'hébergement du portail téléservices des redevances et d'autres sites internet, des agences de l'eau.

Le contenu des prestations attendues est détaillé au CCTP composant le présent accord cadre.

1.2 Normes

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes françaises obligatoires ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.3 Allotissement

Le présent marché n'est pas décomposé en lots. Les prestations d'hébergement des autres sites Internet pour le compte des 6 Agences de l'eau donneront lieu à un marché séparé.

1.4 Forme du marché

Le marché est passé selon la technique d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de la passation de bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R 2162-6, R. 2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

1.5 Mode de passation

Le marché est passé suivant la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique.

1.6 CCAG applicable

Le présent CCAP se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC), objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG TIC). Les articles de ce CCAG qui ne sont pas modifiés par le présent CCAP s'appliquent de plein droit.

2. Pouvoir adjudicateur-acheteur

Agence de l'eau Seine-Normandie

Adresse : 12 rue de l'Industrie 92400 COURBEVOIE

Téléphone : +330141201600

SIRET : 187 500 095 00166

Représentée par sa Directrice générale

Agissant en tant que coordonnateur d'un groupement de commandes composé de : Agence de l'eau Adour-Garonne, Agence de l'eau Artois-Picardie, Agence de l'eau Loire-Bretagne, Agence de l'eau Rhin-Meuse, Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Agence de l'eau Seine-Normandie.

3. Obligations générales des parties

3.1 Formes des notifications et informations

En application de l'article 3.1 du CCAG TIC, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire ou du mandataire du groupement tel que précisé dans l'acte d'engagement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Ces dispositions sont applicables aux bons de commande et aux ordres de service.

3.2 Modalités de computation des délais

Sauf éventuelle exception du CCTP ou du présent document, les délais, tant administratifs que d'exécution figurant dans tous les documents régissant le présent marché sont décomptés suivant les modalités de computation indiquées à l'article 3.2. du CCAG TIC.

3.3 Représentation du pouvoir adjudicateur

La DSIUN placée sous l'autorité de la directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie assure au nom du groupement de commande l'exécution du présent accord cadre. Le nom et les coordonnées du référent seront communiqués au titulaire à la phase d'initialisation du marché.

Les intervenants de la DSIUN désignés par l'acheteur, chargé du suivi de l'exécution des prestations, sont précisés au point 3.7 du CCTP.

3.4 Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

Le titulaire désigne à la notification du marché un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Les intervenants en charge de l'exécution sont désignés suivant les conditions précisées au point 3.7 du CCTP.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours, ouvrés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG TIC.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

3.5 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précise :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre

S'il y a lieu :

- Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
- Les conditions particulières d'exécution
- Les conditions particulières de livraison et d'admission
- Les délais de livraison
- Le lieu de livraison
- Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessus et à l'article 3.7 du CCAG TIC.

Les commandes successives seront adressées par messagerie électronique, sous forme de bons de commande signés.

Dès réception du bon de commande, le titulaire renverra l'accusé réception du bon de commande dûment complété et signé, par mail dans les meilleurs délais.

Dans le cas où les bons de commande seront notifiés par le biais du profil acheteur, cette notification interviendra dans les conditions fixées à l'article 3.1 ci-dessus.

A titre indicatif, les 1ères commandes devraient intervenir : Fin du 3e trimestre / début du 4e trimestre 2025

3.6 Devoir de conseil

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, il est rappelé que le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

3.7 Application du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité

Conformément à l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, l'accord-cadre fait application des dispositions du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC).

Le CCSC a pour vocation d'assurer un cadre de sécurisation des systèmes d'information et des données associées.

4. Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante les suivantes :

1. L'acte d'engagement de l'accord cadre et son annexe le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) dûment complétés et signés par le titulaire),
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi,
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) accompagné de ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi,
4. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG TIC)
5. L'offre technique du titulaire ainsi que le plan d'assurance sécurité (PAS)
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent marché.

Bien que non jointe la pièce n° 4 est réputée connue du titulaire.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCAP, CCTP, du CCAG-TIC ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

5. Obligations de confidentialité, protection des données

5.1 Généralités

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt la pénalité définie à l'article 13.6 par manquement constaté.

5.2 Confidentialité

Comme stipulé à l'article 5 du CCAG TIC, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Cette obligation de confidentialité, s'ajoute aux obligations prévues à l'article 3.6.16 du CCTP.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives (données à caractère personnel), auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des informations gérées ou générées par les applications hébergées par le titulaire pour le compte de l'Agence de l'eau.

5.3 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :
Les prestations du présent accord-cadre impliquent un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Responsable de traitement (Agence de l'eau). A cet effet il sera procédé, à la signature d'une convention/contrat RGPD, selon le modèle qui sera fourni, à la notification du présent accord cadre et avant toute passation de commande, afin de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel. Cette convention sera signée par l'acheteur pour le compte de tous les membres du groupement de commandes bénéficiaires composé des 6 agences de l'eau.

- Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :
La convention/contrat de clause RGPD signées par les parties précise les obligations de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée.

- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées sont les suivantes :

De même, la finalité, la description et la durée du traitement ainsi que les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti sont précisés dans la convention/contrat de clause RGPD.

- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :

Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel sont précisées dans la convention/contrat de clause RGPD.

- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont les suivantes :

La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont prévus dans la convention/contrat de clause RGPD.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, ce dernier encoure la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire d'appliquer des pénalités au préalable.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

6. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

7. Montants minimum et maximum

Le marché est conclu sans minimum et pour un montant maximum par période précisé dans le tableau ci-dessous :

Périodes	Montant maximum (H.T.)
1 ^{ère} période 2025/2027 (sur 24 mois)	200 000 €
2 ^{ème} période 2027/2028 (sur 12 mois)	100 000 €
3 ^{ème} période 2028/2029 (sur 12 mois)	100 000 €

La TVA au taux en vigueur (actuellement de 20%) s'applique à ces montants.

Le montant de dépenses de l'accord cadre pour sa durée totale probable est estimé à 280 000 € HT (336 000 € TTC). Il n'est communiqué qu'à titre indicatif et n'a aucune valeur contractuelle.

8. Prix - Variation du prix

8.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 19.1.2 du CCAG TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.2 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont mixtes définitifs, unitaires et forfaitaires. Ces prix sont **révisables** en cas de reconduction de l'accord cadre dans les conditions de l'article 12.1 ci-après.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de la dernière offre après négociation. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pendant la première période d'exécution du marché.

A chaque date de reconduction de l'accord-cadre, les prix sont révisés en application de la formule suivante :

$P1 = P0 (0,15 \times 0,85 (S1/S0))$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé

P0 = prix contractuel d'origine

S0 = indice SYNTEC REVISE connu à la date de la notification

S1 = dernier indice SYNTEC REVISE connu à la date de révision du prix.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG TIC, les prix de règlement pour une commande sont ceux applicables lors de la notification de la commande.

9. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

10. Avance

10.1 Taux d'avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf pour les prestations à terme à échoir et sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B. Le taux de l'avance est fixé à 10%.

Dans le cas où elle n'est pas refusée par le titulaire, l'avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxe et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois (à l'exception des prestations payées terme à échoir) sera versée de la manière suivante:

- Si son délai d'exécution est inférieur ou égal à 12 mois, 10% du montant TTC de la commande,
- Si son délai d'exécution N exprimé en mois est supérieur à 12, 12/N de 10% du montant TTC de la commande.

10.2 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera pour chaque bon de commande, à sa date de notification.

10.3 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du bon de commande selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65) /15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

11. Règlement des comptes

11.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement dans les conditions fixées ci-après.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG TIC, les précisions suivantes sont apportées :

- Toutes les unités d'œuvre récurrentes pour lesquelles un coût mensuel est indiqué au BPU, seront réglées à terme échu sur la base d'une fréquence au plus trimestrielle,
- Toutes les autres prestations ponctuelles commandées sur la base des unités d'œuvre indiquées au BPU, feront l'objet d'acomptes et d'un solde sur la base d'une facturation à terme échu de la manière suivante :
 - si le délai d'exécution de la commande est inférieur à trois (3) mois, en une seule fois après exécution et admission des prestations selon les modalités arrêtées dans le présent CCAP,
 - si le délai d'exécution de la commande est supérieur à trois (3) mois, à chacune des étapes de la réalisation d'une commande suivantes :
 - A la livraison pour recette : 50%,
 - Au prononcé de la VA : 30 % ou 50% (dans le cas où le bon de commande ne prévoit pas de VSR)
 - Au prononcé de la VSR : 20 %.

11.1.1 Contenu des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- La référence de l'accord-cadre
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 18750009500166 ; le code service est **DSIMU**.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures .

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, comme par exemple, le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

11.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

11.4 Règlement en cas de groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement, quelle que soit la forme du groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Dans le cas contraire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

12. Durées et délais d'exécution

12.1 Durée de l'accord-cadre et durée de validité

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux années à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement au plus deux fois par période de 1 an, sauf renonciation de l'agence dans les conditions précisées ci-après.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction tacite.

La durée de validité de l'accord cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Cette durée correspond à la durée indiquée ci-dessus.

12.2 Modalités de non-reconduction

En cas de non-reconduction, l'agence notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins deux (2) mois avant sa date anniversaire de notification.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et par l'exécution des commandes en cours même si leur durée excède la durée de validité de l'accord cadre.

En cas de décision de non-reconduction de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au titulaire.

12.3 Délais d'exécution des commandes

Les délais d'exécution sont fixés dans les bons de commande. Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG TIC, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification.

Les commandes pourront s'exécuter dans un délai maximal de **6 mois** au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre.

12.4 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG TIC sont seules applicables.

13. Pénalités

13.1 Dispositions générales

En application de l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les décomptes de pénalités de retard sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable. A réception de ce décompte, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations. Passé ce délai il est réputé avoir accepté les pénalités. Le montant des pénalités de retard ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de la facture suivante ou fait l'objet d'un titre de recette si une telle facture n'existe pas.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, les pénalités de retard sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, tel qu'issu de la formule mentionnée à l'article infra, et dans la limite du plafond fixé au présent document.

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire. En conséquence, le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées aux articles 47 et 50 du CCAG TIC.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

13.2 Pénalités pour retard de livraison

Lorsque le délai contractuel de mise en œuvre d'une prestation fixé par le bon de commande conformément aux dispositions de l'article 3.5 ci-dessus, est dépassé, le titulaire encourt, sauf cas de force majeure ou faute de l'Etablissement, sans mise en demeure préalable, une pénalité P calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R)/50$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité,

V = montant initial HT et hors variation de prix de la prestation concernée,

R = nombre de jours ouvrés de retard.

13.3 Pénalités pour retard de correction d'une cause de non-respect du Plan d'Assurance Sécurité

Si une cause du non-respect du Plan d'Assurance Sécurité n'est pas corrigée dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi par l'Agence de l'eau Seine-Normandie du mail de transmission du rapport de non-respect, le titulaire subira une pénalité P selon la formule suivante :

$P = 100 \text{ €} \times R$
--

dans laquelle :

P = montant de la pénalité,

R = nombre de jours de retard entre la date maximale autorisée pour effectuer la correction (date de transmission du rapport + 15 jours) et la date de correction effective.

13.4 Pénalités pour indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG TIC, en cas de non-respect de l'engagement minimal de disponibilité prévu à l'article 3.6.3 de chaque CCTP, le titulaire encourt, sauf cas de force majeure ou faute de l'Etablissement, une pénalité P calculée selon la formule suivante :

$P = (V \times R)/30$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité,

V = montant initial HT et hors variation de prix de la rémunération mensuelle versée au titre de l'hébergement,

R = nombre d'heures d'indisponibilité.

13.4.1 Début de l'indisponibilité

L'indisponibilité débute à compter de la réception par le titulaire du signalement de l'indisponibilité.

13.4.2 Achèvement de l'indisponibilité

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments, en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Information sur la durée prévisible d'indisponibilité

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés à l'article 3.6.3 du CCTP.

13.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG TIC, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.3 du CCAG TIC, étant rappelé qu'en cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

13.6 Pénalités pour manquement aux principes de laïcité et de neutralité

Lorsque titulaire n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 150 euros par manquement constaté.

13.7 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du montant maximal du marché pour la période considérée, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

13.8 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant cumulé des pénalités de retard prévues aux articles 13.2 et 13.3 ci-dessus, est plafonné à **20%** du montant maximum du marché de la période concernée.

Les autres pénalités prévues respectivement aux articles 13.4 à 13.7 ci-dessus, ne sont pas plafonnées.

14. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

14.1 Lieux d'exécution des prestations

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

14.2 Clauses sociale et environnementale

Dans le cadre des prestations du marché, le soumissionnaire présentera les méthodes et démarches qu'il met en œuvre pour répondre aux enjeux de la RSE, il indiquera :

- Sa politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- Sa politique de recyclage des déchets DEEE,
- Sa politique de réduction de la consommation énergétique notamment pour les déplacements professionnels lorsqu'il sera nécessaire de rencontrer les agences sur site,
- Ses pratiques en matière de diversité, d'égalité et d'insertion professionnelle

14.3 Espace collaboratif

Le cas échéant, un espace collaboratif sera mis à disposition du titulaire afin de favoriser les échanges. Tout dépôt sera précédé d'un mémo d'information aux membres du comité de projet.

15. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct de l'outil et à son maintien en condition opérationnelle telle que définie au CCTP.

S'il s'agit d'apporter des modifications à la documentation existante, le titulaire fournira une nouvelle version numérotée et datée.

16. Audit de sécurité

Dans le cadre du marché, l'acheteur pourra effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité dans les conditions prévues à l'article 3.6.5 du CCTP.

17. Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution de l'accord cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives peuvent être prescrites suivant les conditions de l'article 25 du CCAG TIC. Ces prestations donneront lieu à la conclusion d'un avenant dans les limites dudit article.

18. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 26 du CCAG TIC seront applicables.

19. Clause de réexamen

En cas de circonstance que le titulaire ou l'acheteur ne pourraient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examineront de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviendront, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire sera tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'agence d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en oeuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix déjà prises en compte dans la formule de variation des prix du marché prévue à l'article 8.2 ci-dessus.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans les mêmes conditions prévues ci-dessus à l'article 10.

20. Constatation de l'exécution des prestations

La livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

20.1 Vérifications quantitatives

Les vérifications quantitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 et 31 du CCAG TIC.

20.2 Vérifications qualitatives

20.2.1 Dispositions concernant les anomalies

Le type d'anomalies et les délais de résolution attendues sont définis dans la convention de service tel que prévu à l'article 3.6.3 du CCTP.

20.2.2 Vérification d'aptitude (VA)

La VA porte sur tous les livrables à l'exception des prestations suivantes :

- Prestations de coordination (UO1 et UO2),
- Prestation de réversibilité (UO 25)

Par dérogation aux articles 32.3 du CCAG-TIC, selon les unités d'œuvre prévues au CCTP commandées, la VA débute à la livraison complète des livrables prévus ou la mise en service.

Cette livraison ou mise en service fait l'objet d'un bordereau ou d'un envoi par courriel, qui atteste de la date de début des opérations de vérification. En cas de livraison partielle, l'agence de l'eau Seine-Normandie pourra être amenée à décaler le démarrage de la VA jusqu'à complétude de la livraison.

Sauf indication contraire dans le bon de commande, le délai maximal imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de **20 jours** à compter de la date de notification du

bordereau ou du courriel attestant du début des opérations de vérification.

La VA est positive si les vérifications techniques, fonctionnelles, de qualification, de sécurité et d'exploitabilité sont positives. Dans le cas contraire, le Titulaire est tenu de remédier aux anomalies bloquantes et aux anomalies non bloquantes.

En cas de VA négative à l'issue du délai défini initialement et au vu de l'ampleur des corrections demandées pour procéder aux opérations correctives qui s'imposent, le titulaire disposera d'un nouveau délai qui lui sera notifié par écrit par l'agence.

L'agence de l'eau Seine Normandie disposera alors d'une nouvelle période pour vérifier les corrections apportées et décider de la VA positive ou négative ; le délai de cette période dépend également de l'ampleur des corrections à vérifier.

En cas à nouveau de VA négative à l'issue du nouveau délai, et au vu de l'ampleur des corrections demandées pour procéder aux opérations correctives qui s'imposent, le titulaire disposera d'un nouveau délai qui lui sera notifié par écrit par l'agence de l'eau Seine Normandie.

L'agence de l'eau Seine-Normandie disposera alors d'une période fixée pour vérifier les corrections apportées et décider de la VA positive ou négative.

Si les résultats de cette troisième vérification sont à nouveau négatifs, l'agence de l'eau Seine-Normandie peut

- Soit décider d'accorder une nouvelle période de corrections (équivalent d'un ajournement)
- Soit décider d'admettre les prestations en l'état, moyennant une réfaction,
- Soit procéder au rejet des prestations, qui peut conduire à la résiliation du marché telle que définie à l'article 24 « Résiliation » du présent CCAP ou à demander au titulaire d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, sans supplément de prix.

Au terme de la période de VA, un procès-verbal valant décision de VA est signé par l'agence de l'eau Seine-Normandie faisant état des prestations admises, admises en l'état ou rejetées et adressé au titulaire dans les 10 jours suivant la fin de la période de la VA.

Si aucune VSR est prévue en suivant. Cette décision arrête le niveau d'admission des prestations acceptées.

La date de réception figurant dans le procès-verbal détermine le début de la période de garantie ou le début de la période de VSR si celle-ci est prévue.

20.2.3 Vérification de service régulier (VSR)

Lorsqu'elle est prévue par le bon de commande, la VSR porte sur tous éléments ayant fait l'objet d'une admission en période de vérification d'aptitude.

Comme indiqué ci-dessus, la VSR débute à la date de réception des prestations figurant au PV de Vérification d'Aptitude (VA).

La vérification de service régulier (VSR) a pour objet de constater que les prestations fournies sont

capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe pendant **30 jours**, à partir de la date de début de VSR telle que déterminée ci-avant.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur la période, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas l'indisponibilité tolérée par la convention de service prévue au CCTP.

L'agence de l'eau Seine-Normandie dispose d'un délai maximal de **dix jours ouvrés** pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier, à compter de la fin de la période de VSR.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'agence de l'eau Seine-Normandie prend alors une décision d'admission des prestations par la signature d'un PV de recette de VSR.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'agence de l'eau Seine-Normandie prend une décision écrite qu'elle notifie au titulaire dans les 10 jours suivant la fin de la période de VSR, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de 30 jours,
- d'admission avec réfaction,
- de rejet qui peut conduire à la résiliation du marché telle que définie à l'article 24 « Résiliation » du présent CCAP ou à demander au titulaire d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, sans supplément de prix.

Si l'agence de l'eau Seine-Normandie ne notifie pas sa décision dans ce délai de dix jours, mentionné ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

21. Décisions après vérifications

21.1 Admission, ajournement, réfaction et rejet

21.1.1 Admission

L'acheteur prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du bon de commande et du CCTP de l'accord-cadre à l'issue, soit de la période de VA, soit de la période de VSR lorsque celle-ci est prévue. L'admission prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission prévue ci-dessus. Par dérogation au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC, en cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme de la période de 30 jours indiquée à l'article 20.2.3 ci-dessus.

21.1.2 Ajournement

Si l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision adressée au titulaire dans les 10 jours après la fin de la période de vérification concernée, invite celui-ci à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans les délais indiqués ci-dessus (VA et VSR)

Dans ce cas, le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 5 jours, à compter de la réception de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur aura le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 21.1.3 et 21.1.4 ci-dessous. Cette nouvelle décision est notifiée dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 5 jours ouvrés, ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de 15 jours vaudra décision de rejet des prestations. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, les mêmes délais s'appliquent.

21.1.3 Admission avec réfaction

Si l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision devra être motivée. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur disposera ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

21.1.4 Rejet

Si l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du bon de commande et du CCTP et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononcera le rejet partiel ou total.

La décision de rejet est motivée. Elle ne pourra être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

En cas d'inexécution, le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 24.1 ci-dessous.

22. Garanties

22.1 Garantie contre les tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution de l'accord-cadre.

22.2 Garantie

Conformément à l'article 36 du CCAG TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission de VA ou lorsqu'elle est prévue de VSR.

Compte tenu de la nature des prestations du présent marché, il est entendu par garantie la bonne fonctionnalité de toutes les prestations effectuées.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Dans le cas de défaillances constatées, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai maximal de 1 jour ouvré, à compter de la réception du compte-rendu de la défaillance émis par l'Agence de l'eau Seine-Normandie et à travailler de façon continue à la réalisation des corrections nécessaires.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

22.3 Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration des délais de garantie prévus à l'article 22.2 ci-dessus, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ces délais sont prolongés jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

23. Destruction des données

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire devra restituer sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruira, dans un délai de 3 mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction devront être conformes aux réglementations en vigueur.

24. Résiliation

Les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG TIC sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

24.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG TIC.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

24.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

25. Décompte de résiliation

Le décompte de résiliation est établi suivant les dispositions de l'article 52 du CCAG TIC.

26. Propriété intellectuelle, utilisation des résultats

26.1 Licences

En application de l'article 44.2 du CCAG-TIC, l'offre du titulaire précise pour les logiciels standards sous licence propriétaire du produit, les mesures mises en place pour préserver, les droits de l'acheteur (telle que le séquestre des codes sources par exemple) en cas de défaillance (redressement ou liquidation, amiable ou judiciaire, ou procédure équivalente de l'éditeur ou manquements graves aux obligations contractuelles, notamment de maintenance du logiciel standard).

Le titulaire concède à l'acheteur un droit d'usage non exclusif des licences fournies, dans les conditions de l'article 46.2.2 du CCAG TIC.

26.2 Autres résultats

Les résultats sont définis à l'article 43 du CCAG TIC.

En vertu de l'article 46 du CCAG TIC, dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du présent accord-cadre.

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.

27. Modifications de l'accord cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

28. Marché de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'agence se réserve la possibilité de passer un marché de prestations sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre du présent marché. Le marché de prestations similaires serait limité à 30% du montant maximum de l'accord cadre sur la durée totale probable.

29. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 55 du CCAG TIC.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif du ressort du siège du coordonnateur du groupement de commandes soit de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

30. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG TIC par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 10.2.2 par l'article *Variation du prix*
- À l'article 14.1.1 par l'article *Pénalités*
- À l'article 14.1.2 par l'article *Pénalités*
- À l'article 14.1.3 par l'article *Pénalités*
- À l'article 32.3 par l'article *Vérification d'aptitude VA*
- À l'article 32.4 par l'article *Vérification de service régulier*
- À l'article 33.2.2 par l'article *Admission*